

MONSIEUR 100 000 RÉVOLTES

Il aura été le plus médiatique des présidents de la Ligue des droits de l'homme. Alexis Deswaef vient de céder le flambeau, pas l'indignation. Certains la lui reprochent sélective. Elle n'a pas été innée mais, une fois inculquée, elle ne l'a plus jamais quitté.

PAR MÉLANIE GEELKENS · PHOTO : HATIM KAGHAT

Sans les mains ! Il pédale, pédale, la veste grande ouverte pour laisser le vent ostendais le pousser dans le dos, bataillant contre ses copains pour rejoindre en premier sa maison bordée de dunes. Ses parents l'ont posé sur un vélo dès la troisième primaire, lui imposant la digue comme chemin vers l'école, moins directe mais moins risquée que la grand-route. Certains jours, Alexis Deswaef devait affronter l'impitoyable bourrasque sur huit kilomètres. Leçon de persévérance. « C'était plus difficile que toutes les côtes bruxelloises que je parcours aujourd'hui ! » Même celle, pourtant raide, qui relie le siège de la Ligue des droits de l'homme (LDH) à son cabinet d'avocats, dans le centre de la capitale. Il ne la grimpera plus : il vient de céder la présidence de l'asbl, au bout des trois mandats de deux ans prévus par les statuts. Son téléphone et sa boîte mail bourdonnent moins. « Il m'avait envoyé plus de 1 500 courriels en six ans. Plus que mon compagnon », plaisante Vanessa De Greef, sa vice-présidente. Il assure bien vivre cette accalmie. Aucun de ses proches n'y croit.

« Il s'est engagé de façon totale, bien plus que ce que le mandat impliquait, constate Jean-Jacques Jaspers, administrateur de la LDH. Au point de difficilement cumuler avec son activité professionnelle d'avocat. » Son bureau (et les armoires, et le sol) ploie sous les dossiers en souffrance. Ceux dont il ne commençait parfois à s'occuper qu'à 17 heures. Pas seulement parce qu'il est chroniquement en retard, mais parce qu'il avait enchaîné manifestations, interviews, conférences... bénévolement, la présidence de la Ligue n'étant pas rémunérée. Il en a pourtant reçu, des « vous qui êtes payé aux frais du contribuable », parmi d'autres lettres d'insultes qu'il a pris soin de compiler dans un dossier. Son bâtonnier a saisi le parquet, une enquête est en cours. Moins pour retrouver

celui qui lui a donné du « alors maître trou du cul, on ne vous a pas encore entendu radoter » que ceux qui ont menacé de le buter.

« Heureusement, il reçoit aussi des messages positifs. Et lorsqu'on l'interpelle dans la rue, c'est toujours sympathique », glisse son épouse, Béné(dicte) Dutron, rencontrée à 18 ans en faculté de médecine, des études qu'il abandonnera en cours de première année pour se consacrer au droit. « J'ai appris à ne pas plaire, confesse Alexis Deswaef, 48 ans. C'est difficile, parce que je suis tellement convaincu de la justesse des idées que je défends que j'ai beaucoup de mal quand je ne parviens pas à convaincre. »

Ceux qui le critiquent ne le connaissent pas personnellement. Ceux qui le connaissent personnellement ne le critiquent pas (beaucoup). « Je ne l'ai jamais visé lui, mais sa fonction, insiste le blogueur Marcel Sel, qui n'a pas été tendre à son égard. Il est devenu le fer de lance, peut-être involontairement, d'un mouvement que je qualifie d'hystérique, qui ne vise plus la défense des droits humains mais le gouvernement. » →

→ Alexis Deswaef vs Theo Francken, Jan Jambon ou Charles Michel ; l'affiche médiatique réunissait souvent le même casting, ces derniers mois. Même si la Ligue avait aussi critiqué le gouvernement Di Rupo et que Deswaef n'avait pas attendu d'en devenir président pour se faire des ennemis. Ainsi le CDH Melchior Wathelet, lorsqu'il était à l'Asile et à la Migration, avait réclamé (sans succès) des sanctions disciplinaires auprès du bâtonnier, l'accusant d'encourager la grève de la faim de réfugiés. Ailleurs, aussi : une partie de la communauté juive lui reproche ses positions pro-palestiniennes. « Je ne dis pas qu'il est antisémite, mais qu'il est l'idiote utile de

l'antisémitisme moderne », tacle Joël Rubinfeld, président de la Ligue belge contre l'antisémitisme.

Fumer à la plage

A force de tuyauter les journalistes, Alexis Deswaef est devenu un bon client, jamais avare d'interviews. Sauf une fois, sur la thématique « fumer à la plage ». Ses potes le charrieront. « On lui disait : "Attention, une caméra ! Faut que t'y ailles !" Et quand il commençait à parler de ses trucs, on lui disait de se taire, s'amuse Didier Kettels, son ami depuis l'université. Mais je crois que ce qui l'intéresse, c'est la rhétorique. »

Peut-être s'est-il laissé contaminer par la *tweetofievr*e. « Il a pratiqué une communication franche, mais qui pêche par ses excès et prête le flanc à la critique, observe le professeur Benoît Grevisse, directeur de l'école de journalisme de l'UCL. Je me suis demandé si cela ne remettait pas en question la crédibilité de la Ligue. » Sa nouvelle présidente, Olivia Venet, a annoncé un changement de ton. « Pendant la présidence d'Alexis, la forme était parfois trop agressive et pouvait prendre le pas sur le fond. Je trouve que le débat doit se faire d'abord sur le fond », recadrerait-elle lors de sa première interview, sur la RTBF. Un changement de nom, aussi : la Ligue des droits de l'homme va devenir la Ligue des droits humains.

Le conseil d'administration n'a toutefois jamais accusé le « bulldozer » (dixit son ami Pierre Verbeeren, directeur de Médecins du monde) de faire cavalier seul. « Il a l'air spontané, mais en réalité il nous écrivait pour s'assurer que son opinion était partagée », indique Vanessa De Greef. Qui se souvient de

mails du genre « je me serais bien permis de dire ça, mais ça n'aurait pas ressemblé à la Ligue ». « Il aimait bien exister publiquement, mais ce n'est pas un ego sur pattes », assure Edgar Szoc, chroniqueur radio (La Première) et administrateur de la Ligue. Cette Ligue qui, « forcément, dénonce tout le temps. Peut-être qu'à force de l'entendre râler, ce troisième mandat a été celui de la crispation. »

« Mais ta mère vient manger ce soir ! »

Alexis Deswaef n'en voulait pourtant pas, préférant s'arrêter après quatre ans. La LDH l'avait convaincu de prolonger d'un an, mais sa remplaçante désignée s'était finalement désistée. C'est aussi parce que la Ligue avait insisté qu'il s'était rendu place de la Bourse, le 2 avril 2016. Lui, il aurait préféré honorer les victimes des attentats de Bruxelles lors d'un autre rassemblement. Il refusa de quitter les lieux, comme la police le lui demandait, et se fit arrêter administrativement. Menotté, il avait réussi à téléphoner à sa femme. « Mais ta mère vient manger ce soir ! Tu seras rentré ? » Grâce à l'ordre exprès de libération d'Yvan Mayeur, alors encore bourgmestre, il ne ratéra pas le souper.

Cette passe d'armes entre lui et le commissaire Pierre Vandersmissen, responsable du maintien de l'ordre à la police de Bruxelles, fit le buzz. Chacun a porté plainte, l'un pour arrestation arbitraire, l'autre pour rébellion, diffamation et injure. L'instruction est en cours. Au sein de la police, son étoile pâlit autant qu'elle brille. Certains soutiennent l'avocat (et lui filent des infos, par exemple pour le prévenir d'une descente au parc Maximilien), d'autres « ne peuvent plus le voir en peinture », selon Vincent Gilles, président du syndicat SLFP. Surtout depuis qu'un observatoire des violences policières a été créé. Ce n'était pas son idée, mais cet « Obspol » a laissé penser qu'il avait des comptes policiers à régler. En particulier avec le commissaire Vandersmissen, qu'il avait poursuivi – comme six autres policiers – pour racisme et traitements dégradants à l'égard de Congolais, en 2012. Un non-lieu avait été prononcé trois ans plus tard en faveur des hommes en bleu.

Mais son premier contact houleux avec les forces de l'ordre remonte aux années 1990, lorsqu'il officiait chez Maison droit quart-monde et qu'avec son maître de stage, Georges de Kerchove, le néo-diplômé s'en était allé défendre les SDF face au collègue bruxellois. Le bourgmestre

ne les avait pas laissé parler, les sans-abris s'étaient mis à agiter des gobelets remplis de pièces et Alexis Deswaef s'était joint au concert. « La police avait fini par contrôler son identité, se souvient Georges de Kerchove. Cela lui avait donné une aura incroyable parmi les gens de la rue. »

Punk bourgeois

C'est là, dans ce bureau d'avocats engagé, qu'Alexis Deswaef deviendra ce « punk déguisé en bourgeois », comme le décrit Sébastien Robeet, administrateur de la LDH. Car il ne tient pas son engagement de ses parents, deux francophones installés en Flandre. Même si son père lui a transmis le virus de l'information (il est un lecteur compulsif de journaux), si sa mère lui a inculqué « le souci de l'au-

tre » et que tous deux lui ont permis d'être bilingue. « Son patois ostendait à couper au couteau, les journalistes flamands adoraient », glisse Pierre Verbeeren. L'ancien président de la Liga voor Mensenrechten, médiatiquement éclipsé, appréciait moins.

Durant son adolescence brugeoise, les seuls étrangers qu'il croisa portaient un appareil photo autour du cou. A l'université, il ne laissa aucun souvenir particulier à ses professeurs, bien qu'il réussit sans deuxième sess' et avec distinction. Premier de classe en guindailles, par contre, cela n'a pas changé : toujours prompt à proposer un verre → (une bière belge, de préférence), toujours le dernier à quitter le bar. « Quand on les invite à manger, Béné et lui, on sait qu'à 4 ou 5 heures du matin, on devra les foutre dehors ! », sourit Pierre Verbeeren.

Il sait conjuguer son sens festif et son engagement social. « Il n'a pas le militantisme triste », garantit son confrère Georges-Henri Beauthier. En 1994, lorsqu'il se met à accompagner chaque jeudi Georges de Kerchove aux « comités des droits de l'homme » de la Gare centrale, à Bruxelles, il est régulièrement confronté à des sans-abris sollicitant des conseils juridiques. « Mais ce n'était pas l'objet de ces réunions. Alors Alexis a rassemblé une dizaine d'avocats autour de trois ou quatre casiers de bière, se remémore son mentor. On a rigolé, picolé, mais on a surtout imaginé le projet Droit sans toit, une permanence juridique gratuite qui existe toujours. »

Ludmilla, événement fondateur

« Il carbure à l'indignation, elle n'est pas

feinte », atteste Sébastien Robeet. Face aux drames qui touchent les autres, face à ceux qui le concernent, lui. Ludmilla, « Loulou », l'aînée de ses cinq enfants, est décédée en 2008 à l'âge de 11 ans, trop fragilisée par cette saleté de méningite qui l'avait lourdement handicapée dès la naissance. « Ça a évidemment été un événement fondateur dans leur vie, raconte Véronique van der Plancke, son amie et collègue. Parce qu'il n'y a pas que des injustices sociales, mais aussi celles qui nous dépassent, contre lesquelles on ne peut lutter. » Alexis Deswaef en a quand même fait un combat. Avec les parents d'enfants polyhandicapés, il a fait condamner la Belgique pour manque de places dans les institutions au-delà de 18 ans. L'une de ses victoires comme président de la Ligue.

Il n'y en a pas tant. « Non, et crier dans le désert est très frustrant, soupire-t-il. Mais si personne ne le faisait, ce serait peut-être pire. » Il lui reste ses succès professionnels, même s'il ne gagne pas toujours. « Il n'est pas du genre à passer des heures en solo pour lire la doctrine et écrire la requête la plus référencée, mais c'est un avocat pugnace, sans l'ombre d'un doute », dépeint Véronique van der Plancke, avec qui il a cofondé en 2006 leur bureau Quartier des libertés. Il n'hésite pas à demander la récusation d'un juge s'il le trouve partial. Cette irrévérence, comme sa visibilité médiatique, irritent quelques confrères et magistrats. « Cela ne devrait pas avoir d'incidence, mais il ne faut pas se voiler la face, son engagement a parfois été un désavantage au tribunal », regrette son collègue Guéric Goubau.

Les juges le verront pourtant d'avantage, maintenant qu'il revêt la robe à temps plein. A moins qu'il ne trouve une autre cause ; ses proches le verraient bien s'impliquer au niveau européen. « Peut-être que je m'investirai à la Fédération internationale des droits de l'homme. » Ou en politique ? « Ce serait bien sûr une recrue idéale, reconnaît son copain Michel Genet, directeur politique d'Ecolo. Il aura sans doute des propositions. » Il n'en a jamais eues, ni du PS, ni du PTB, où beaucoup l'imaginent (erronément) encarté. Il n'en aura probablement jamais de la part du MR, qui lui reproche « de ne pas avoir été à la hauteur de sa fonction et d'avoir relayé des calomnies infondées », selon Corentin de Salle, directeur du Centre Jean Gol, le

centre d'études du parti.

De toute façon, « pour sa femme, la politique c'est *no pasaran* ! » rigole Pierre Verbeeren. « J'ai le sentiment d'avoir été plus utile en dehors. Maintenant, si on me propose le poste de secrétaire d'Etat à l'Asile et la migration, je ne dirai pas non », reconnaît Alexis Deswaef. En attendant, il consacrera son temps libre retrouvé à sa famille et ses hobbies, comme le hockey. Il vient de partir un week-end pour une compétition au Touquet, avec son équipe des Yellow Buffalo (où il est arrière gauche, tiens donc). « A 3 heures du mat', on a chanté *Bella Ciao* sous le balcon des Macron. Il y avait deux combis de police, ils nous ont laissés passer, le couple n'était donc sans doute pas là. J'ai dit aux autres : chez nous, on se serait fait arrêter ! » ♦